CRISE AGRICOLE

LES RAISONS DE LA COLÈRE

► À quelques jours de l'ouverture du Salon de l'Agriculture 2016, le monde paysan est en colère.

►Autant les prix à l'achat sont bas pour les paysans, que nous les retrouvons élevés pour les consommateurs.

►Les propositions du Parti communiste visent à répondre à la rémunération du travail paysan et à l'accès pour toutes et tous à une alimentation de qualité.

PCF Parti communiste français — FRONT DE GAUCHE

Abécédaire Agriculture du PCF : http://www.pcf.fr/73646

À quelques jours de l'ouverture du Salon de l'Agriculture 2016, le monde paysan est en colère. Alors que les paysans s'engagent dans la transformation de leurs exploitations pour le « manger sainement » et la transition écologique, qu'ils jouent un rôle irremplaçable dans l'aménagement des territoires et la préservations des paysages, la plupart d'entre eux vivent de plus en plus chichement. Des aides conjoncturelles pour répondre aux crises sont annoncées, dont ils ne voient pas la couleur. Le nombre de fermes décroit d'années en années. Avec leur devenir, se jouent pourtant l'indépendance alimentaire de notre pays et la qualité de ce qui se retrouve dans nos assiettes.

Une crise d'ampleur

Alors que les profits des groupes de la grande distribution flirtent avec les sommets, la paysannerie française est en grande difficulté. Par exemple, l'ensemble des filières d'élevage fait face aux chutes des prix qui cristallisent la colère des éleveurs. Le kilo de porc s'échange à 1 euro alors que l'accord de juillet 2015 devait aboutir à un prix d'achat producteur de 1,40 euros. Les producteurs de lait subissent des rémunérations inférieures à 0,30 euros par litre. En viande bovine les cours sont catastrophiquement bas depuis des années, aux alentours de 3,51 euros/kg. Selon la Mutualité Sociale Agricole, environ 15 % des exploitations (soit 51 000 domaines) ont un revenu annuel inférieur à 4000 euros en 2015 (300 euros/mois). La cessation d'activité par dépôt de bilan se multiplie. 43 000 dossiers de demandes d'allègement des charges ont été déposés auprès des cellules départementales d'urgence.

Prix bas pour les paysans, en hausse pour les consommateurs

Acheté 1 euro le kilo aux éleveurs, le prix du porc se situe entre 5 et 10 euros dans nos filets à provisions. Pour le bœuf, 3,5 euros deviennent entre 15 et 30 euros. Malgré les discours, rien n'a changé pour les enseignes de la grande distribution et les centrales d'achat ! Si tant est qu'elles achètent en France !

Gouvernement : un parfum de réchauffe

Au plan de soutien à l'élevage de 700 millions d'euros de l'été 2015, 125 millions de plus ont été annoncés le 27 janvier dernier. 25 millions seront dédiés au report d'annuités bancaires ouvert aux producteurs de palmipèdes, 130 pour les éleveurs du Sud-Ouest affectés par la grippe aviaire . Au total 290 millions d'euros supplémentaires ont été annoncés le 27 janvier 2015. Les syndicats agricoles signalent pourtant que les éleveurs ne voient pas la couleur de ces aides conjoncturelles, au demeurant insuffisantes, qui se perdent dans les circuits.

Les propositions du Parti communiste

Elles visent à répondre à la rémunération du travail paysan, à l'accès à tous à une alimentation de qualité, à l'urgence de réponses liées aux crises.

En France

- Encadrer les marges et pratiques abusives de la grande distribution.
- Définir les prix agricoles (prix planchers) au travers de négociations annuelles et pluralistes, par des conférences sur les prix.
- Les filières alimentaires relocalisées doivent être soutenues. L'indication d'origine des produits agricoles et de la mer, transformés ou non, doit être appliquée.
- Protéger les producteurs des aléas climatiques, économiques et sanitaires à travers un système d'assurance mutuelle démocratique calamités

En Europe

Pour affirmer sa souveraineté alimentaire l'Europe doit se doter d'outils :

- Mise en place de prix indicatifs.
- Appliquer le principe de préférence communautaire ou de clauses de sauvegarde visant cet objectif.
- Réaffirmer le besoins d'outils de gestion et de planification (stocks de sécurité alimentaire).
- Conquérir de nouveaux droits sociaux pour les travailleurs de l'agriculture. Condamner le dumping social par l'exploitation des travailleurs détachés.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :

Parti communiste français : 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris - Tél. : 01 40 40 12 12 / E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr